

LES PRIX PINOCCHIO DU CLIMAT 2015

**DOSSIER
DE PRESSE**



Organisés par **les Amis de la Terre France**, en partenariat avec **le CRID** et **Peuples Solidaires-Action Aid France**, les Prix Pinocchio ont pour but d'illustrer et de dénoncer les impacts négatifs des entreprises multinationales et spécialement celles qui se blanchissent avec un discours « vert ».

Cette année, à l'occasion de la tenue à Paris des négociations internationales sur le climat (COP21), les Prix Pinocchio s'allient aux Prix du Pire Lobby **des Amis de la Terre Europe** et **du Corporate Europe Observatory** pour une édition spéciale : **les Prix Pinocchio du Climat**.

**Les 5 associations et leurs partenaires invitent le public à choisir et élire
“les pires entreprises” sur le site www.prix-pinocchio.org.**



En partenariat média avec Basta!, L'Observatoire des Multinationales et la Radio Monde Réel

3 PRIX PINOCCHIO SERONT DÉCERNÉS

3 catégories et 9 entreprises ciblées.

Les Prix de cette année ciblent les entreprises multinationales dont les activités ont un impact direct sur le climat et les communautés à travers le monde, et celles dont l'influence, à travers le *lobbying*, la promotion de fausses solutions et le *greenwashing* affaiblit et détruit les politiques climatiques et sape les actions sur le changement climatique.



LOBBYING

Ce prix sera remis à l'entreprise qui a déployé le plus d'actions de lobby pour saper les politiques climatiques. *Placer le profit avant les populations et la planète ? C'est exactement ce que ces entreprises font...*



GREENWASHING

Ce prix sera remis à l'entreprise qui a mené la campagne de communication la plus abusive et trompeuse au vu de ses activités réelles. *Les multinationales se blanchissent souvent en employant un discours de développement durable, mais sous la surface c'est souvent bien moins vert !*



IMPACTS LOCAUX

Ce prix sera remis à l'entreprise dont les activités ont les impacts les plus négatifs sur les communautés locales. Une planète, sept milliards d'humains - l'équation est simple. *Pourtant, certaines entreprises prennent bien plus que leur part du gâteau, avec des conséquences dévastatrices pour les communautés locales et l'environnement.*

LE VOTE EN LIGNE EST OUVERT AU PUBLIC

DU 3 NOVEMBRE AU 2 DECEMBRE

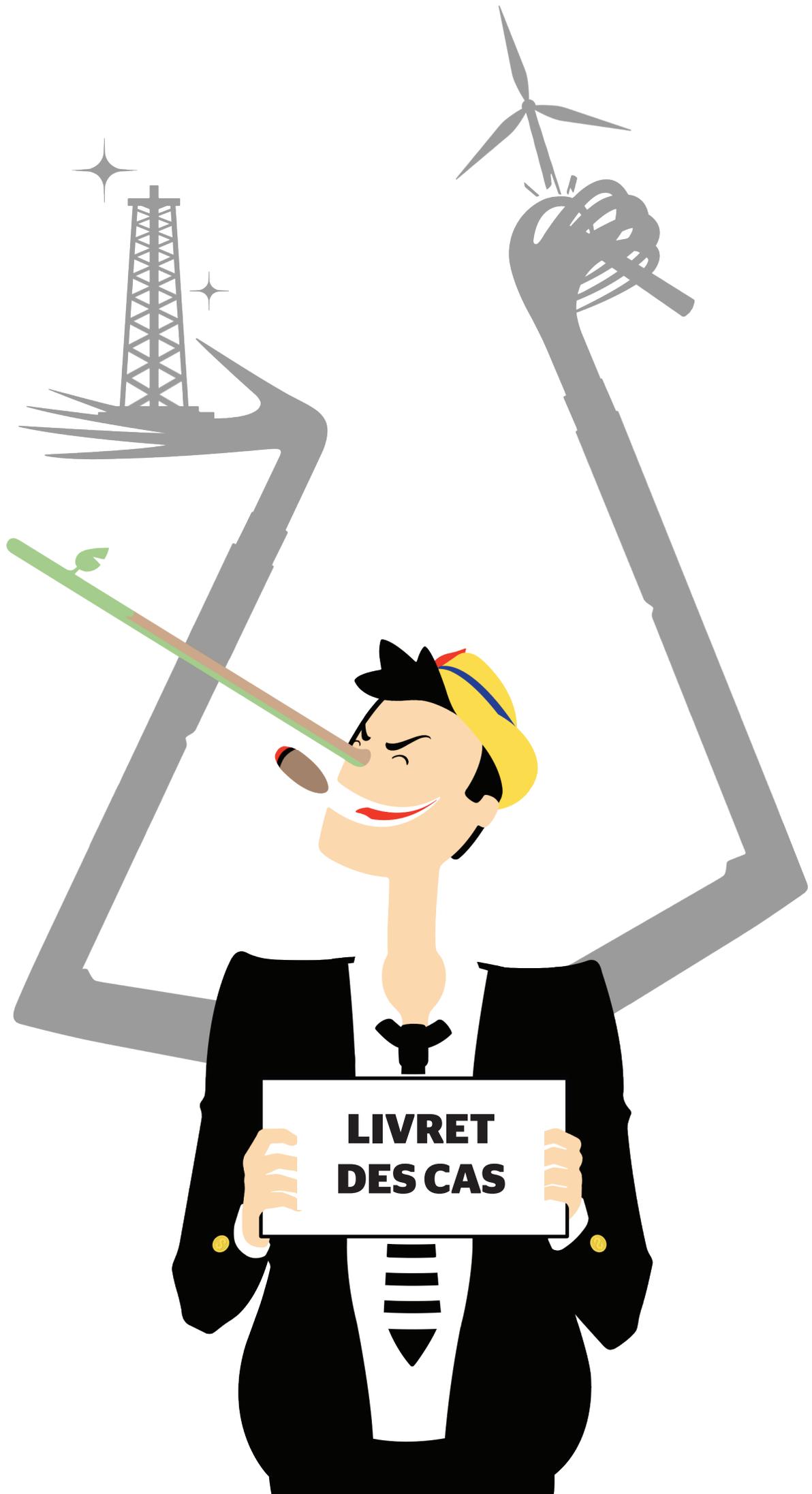
www.prix-pinocchio.org

LA CÉRÉMONIE PUBLIQUE DE REMISE DES PRIX

AURA LIEU LE 3 DÉCEMBRE À PARTIR DE 19H

À LA FLÈCHE D'OR (PARIS - 20^{ÈME})

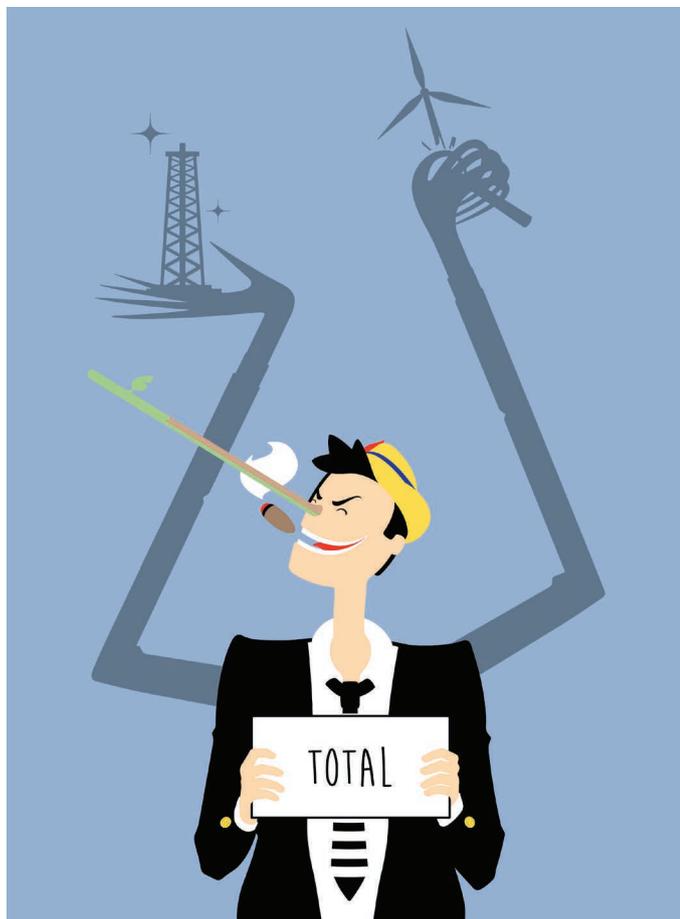




**LIVRET
DES CAS**

TOTAL-EMENT ACCROC AU GAZ ?

Total, le géant français des énergies fossiles, s'est lancé dans une offensive de lobbying à grande échelle pour promouvoir le gaz, y compris les gaz non conventionnels extraits au moyen de la fracturation hydraulique, comme solution au changement climatique. Il n'hésite pas à recourir à des tactiques insidieuses, comme de prendre le contrôle des principales associations professionnelles européennes des énergies renouvelables pour les miner de l'intérieur. Miser sur le gaz ne fera qu'enfermer l'Europe dans la dépendance envers les énergies fossiles, en détournant les investissements qui devraient profiter à la production délocalisée d'énergies renouvelables locales et à l'efficacité énergétique.



De plus en plus mis en cause pour leur responsabilité écrasante dans les émissions globales de gaz à effet de serre et le dérèglement climatique qui en découle, les mastodontes des énergies fossiles comme Total cherchent désespérément des moyens de verdir leur image, à défaut d'améliorer leurs pratiques. **À travers une grande campagne de lobbying et de communication publique, Total s'efforce désormais de transformer l'image du gaz, source d'énergie sale directement liée à la crise climatique, qu'elle présente comme « la plus propre des énergies fossiles ».**

Pages de publicité, tribunes dans les grands médias, événements comme la Conférence mondiale du gaz [1], sponsorisée par Total et Engie... rien n'est de trop pour célébrer les vertus du gaz.

Dans une lettre ouverte publiée par le Financial Times, Total et d'autres majors pétrolières pressent les gouvernements de s'accorder sur « des actions décisives » lors de la COP21 - pourvu qu'ils reconnaissent « le rôle vital du gaz ». Mais qu'est-ce que cela signifie exactement ?

TRAVAIL DE SAPE CONTRE LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Derrière le plaidoyer de Total sur le « rôle vital du gaz », il y a en fait la volonté d'enfermer l'Europe dans 50 années supplémentaires de consommation d'énergies fossiles, tout en préservant ses profits. **L'engouement de Total pour le gaz n'est pas l'expression d'une soudaine préoccupation pour la crise climatique, mais d'une défense de ses propres intérêts.**

Le but de l'entreprise est d'assurer la préservation de son fonds de commerce pour les décennies à venir - en détournant les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique et en empêchant toute authentique transition énergétique.

De fait, en s'infiltrant à la tête des deux principales associations professionnelles des énergies renouvelables en Europe, Total a réussi à saper de l'intérieur la croissance de l'éolien et du solaire [2]. Total détient deux sièges, dont celui de président, au conseil d'administration de l'European Photovoltaic Industry Association (EPIA), censée promouvoir l'énergie solaire - quand bien même ses propres investissements dans le solaire sont marginaux par rapport à ceux dans le pétrole et le gaz.

Elle occupe également un siège, aux côtés de plusieurs majors des énergies fossiles, au conseil d'administration de l'European Wind Energy Association (EWEA), chargée de promouvoir la cause de l'éolien - un secteur dans lequel Total n'a strictement aucun investissement !

L'infiltration de Total dans les associations professionnelles des renouvelables n'a qu'un objectif : faire la promotion du gaz comme complément « naturel » aux sources renouvelables, tout en minimisant délibérément la possibilité à court terme de se passer entièrement des combustibles fossiles. Avant que Total et les autres géants de l'énergie ne rejoignent l'EWEA, par exemple, cette association plaidait pour un mix électrique entièrement basé sur les renouvelables en Europe dès 2030. Mais l'année dernière, pendant la discussion du paquet énergie-climat de l'Union européenne, l'EWEA n'a défendu qu'un objectif contraignant de 45% de renouvelables dans le mix électrique. Finalement, suite à l'opposition des représentants de Total et des autres entreprises investies dans les fossiles, cette position fut encore rabaisée, à 30% [3].

LES (SALES) AFFAIRES CONTINUENT

Non contente de saper le secteur des renouvelables de l'intérieur, tout en se présentant comme « engagée pour une énergie meilleure », Total continue à faire pression de manière souterraine contre toute action effective en matière de climat et contre la régulation de l'industrie pétrolière et gazière. Total est un membre actif de plusieurs associations et lobbies comme BusinessEurope, CEFIC (Con-

seil européen de l'industrie chimique), FuelsEurope, Eurogas et l'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz (OGP) - qui ont toutes été critiquées pour leur lobbying contre tout objectif européen ambitieux dans le domaine du climat [4].

Total déclare déjà plus de 2,5 millions d'euros de dépenses directes de lobbying à Bruxelles, et y emploie 7 lobbyistes à plein temps. Elle est en mesure de pousser les mêmes messages à travers des associations professionnelles qui disposent elles aussi de budgets de lobbying se chiffrant en millions d'euros et de douzaines de lobbyistes - sans parler de l'accès privilégié de Total au gouvernement français. Pour ces raisons, Total a récemment reçu la mauvaise note D pour ses positions régressives sur le climat et son implication active dans des lobbies opposés à toute action dans ce domaine [5].

Malheureusement, la stratégie choisie par Total a payé. Le lobbying des géants du pétrole et du gaz a poussé l'Union européenne à abandonner tout objectif contraignant en ce qui concerne la part des renouvelables dans le mix énergétique, ainsi qu'en matière d'efficacité énergétique. Pire encore, Total et l'industrie gazière ont mis à profit le spectre d'une hypothétique menace russe sur la sécurité d'approvisionnement de l'Europe pour attirer encore davantage de subventions publiques pour de grandes infrastructures gazières comme les terminaux méthaniens et les gazoducs, en contradiction totale avec les objectifs climatiques de l'Union européenne [6].

ENFERMER L'EUROPE DANS UN AVENIR FOSSILE ?

Le gaz demeure une source d'énergie fossile, et il doit rester dans le sol si l'Europe entend réellement limiter le réchauffement global en deçà de 2°C [7]. L'extraction du gaz a des impacts environnementaux directs potentiellement aussi graves que ceux du pétrole. Les forages gaziers de Total dans l'Egiland au Nigeria, par exemple, entraînent des pollutions et des fuites de gaz permanentes, et ont occasionné une explosion destructrice en 2012 [8]. Le gaz, ce sont aussi les gisements non conventionnels exploités au moyen de la fracturation hydraulique, que Total développe aux États-Unis et dans des pays comme l'Argentine, l'Australie, l'Algérie et le Royaume-Uni [9].

La fracturation hydraulique entraîne une pollution des eaux souterraines, de sérieux impacts sanitaires, l'aggravation du risque sismique, des fuites de méthane et, au final, des émissions de carbone significativement supérieures à celles des autres sources fossiles, même le charbon [10].

Et bien entendu, pendant que Total pousse le gaz et vante les vertus de la « plus propre des énergies fossiles », elle continue à injecter des milliards de dollars dans les autres sources fossiles, y compris les plus sales ou les plus risquées d'entre elles, comme les sables bitumineux et l'extraction offshore non conventionnelle. Plutôt que de croire au marketing gazier de Total, il est temps d'en finir avec toutes les énergies fossiles, avant qu'elles n'en aient fini avec le climat.

RÉFÉRENCES

[1] . Voir la campagne publicitaire « Engagé pour une énergie meilleure » : <http://campaign-kit.total.com/campaign>

[2] <http://www.theguardian.com/environment/2015/jan/22/fossil-fuel-firms-accused-renewable-lobby-takeover-push-gas>

[3] <http://www.theguardian.com/environment/2015/jan/22/fossil-fuel-firms-accused-renewable-lobby-takeover-push-gas>

[4] BusinessEurope, budget de lobbying de 4-4,25 millions d'euros, 29 employés : <http://www.business-europe.eu/>. Cefic, budget de lobbying de 10,1

millions euros, 74 employées : <http://www.cefic.org/>. FuelsEurope, budget de lobbying de 1,25-1,5 millions d'euros, 15 employés : <http://www.fuelseurope.eu/>. Eurogas, budget de lobbying de 825 000 euros, 6 employés : <http://www.eurogas.org/>. International Association of Oil & Gas Producers, budget de

lobbying de 1,8 million d'euros, 10 employés : <http://www.iogp.org/>.

[5] http://www.psi.org.uk/pdf/2015/PSI%20Report_Lobbying%20by%20Trade%20Associations%20on%20EU%20Climate%20Policy.pdf

[6] <http://bankwatch.org/news-media/for-journalists/press-releases/dr-jekyll-and-mr-hyde-energy-union-torn-between-clean-ener> ; <http://bankwatch.org/news-media/blog/natural-gas-left-right-and-centre-energy-union-conference-riga> ; <http://www.euractiv.com/sections/energy/eu-millions-go-gas-in-frastructure-despite-regulation-309650>.

[7] Il est généralement accepté que 80% des réserves connues d'énergies fossiles, gaz, pétrole et charbon, ne peuvent pas être brûlées si le monde veut maintenir les températures globales en deçà de la limite de sécurité acceptée de 2°C de réchauffement.

[8] Voir le Rapport spécial sur les impacts de Total en Egiland : http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/rapport_special_-_impact_de_total_en_egiland_-_fr.pdf; http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/rapport_nigeria.pdf

[9] Voir le rapport Repousser les limites - la ruée vers les gaz et huiles de schiste en Patagonie argentine: <http://www.amisdelaterre.org/rapportargentine>

[10] Voir : <http://www.amisdelaterre.org/La-frenesie-des-gaz-de-schiste-une.html>



AVRIL: LES AGROCARBURANTS AUX DÉPENS DU CLIMAT ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Sofiprotéol-Avril est devenu un empire agro-industriel grâce aux subventions publiques massives accordées aux agrocarburants. Alors que ceux-ci apparaissent aujourd'hui largement discrédités - du fait de leur responsabilité dans la hausse des prix alimentaires, l'accaparement des terres et la crise climatique - Sofiprotéol-Avril mène une campagne de lobbying agressive pour protéger ses intérêts.

De l'alimentation humaine à la nutrition animale, des semences à l'énergie renouvelable, des médias agricoles à la finance, Sofiprotéol-Avril est partout. Peu connue du grand public, l'entreprise a pris les dimensions d'un véritable empire agro-industriel avec un chiffre d'affaires annuel de 7 milliards d'euros. Elle est à la fois le bras financier de l'agrobusiness français et une source d'influence politique considérable, puisque son patron, Xavier Beulin, n'est autre que le président de la FNSEA, syndicat agricole majoritaire en France et ardent défenseur des intérêts des grands exploitants agricoles et de l'agro-industrie.

Les agrocarburants sont au cœur de l'empire de Sofiprotéol-Avril, reflétant son éloignement progressif de l'agriculture authentique et de sa vocation

de production alimentaire, au profit d'activités agroindustrielles.

Celles-ci reposent sur des manipulations technologiques lourdes, très loin des intérêts des communautés et des petits paysans. Sofiprotéol-Avril a investi précocement dans le secteur des agrocarburants, et en a fait une source de profits considérables.

Son agrodiesel, le diester, est produit avec de l'huile de colza et de tournesol. Sur fond de crise climatique, des subventions publiques et des politiques favorables aux agrocarburants ont été introduites (notamment l'obligation de mélanger une quantité minimale d'agrodiesel dans le diesel vendu en France), se transformant en une manne financière inépuisable pour Sofiprotéol-Avril. Cela lui a donc permis de financer l'expansion de ses activités et d'assurer son emprise sur le

secteur agricole français.

LE BUSINESS DES AGROCARBURANTS

Alors que les agrocarburants sont de plus en plus critiqués par les militants et les législateurs en raison de leur responsabilité dans l'accroissement de la faim, le changement climatique et l'accaparement des terres, Sofiprotéol-Avril mène un combat acharné pour défendre cette source de profits. La production d'agrocarburants aggrave les pressions sur la terre [1] et est une source majeure d'insécurité alimentaire au niveau mondial : 65% des huiles végétales produites en Europe et 40% du maïs américain sont déjà dirigés vers le marché des agrocarburants, plutôt que vers la production alimentaire.

Les politiques publiques qui ont favorisé cette tendance ont eu pour résultat d'accroître la volatilité des prix alimentaires, avec des conséquences dramatiques pour les communautés les plus pauvres dans les pays du Sud [2].

En outre, les bénéfices des agrocarburants pour le climat sont largement discrédités. Si l'on prend en compte l'intégralité de leur chaîne de production, et en particulier les émissions liées au changement direct et indirect d'utilisation des terres (y compris la déforestation pure et simple), certains agrocarburants peuvent même s'avérer plus nocifs pour le climat que les énergies fossiles [3] !

LES POLITIQUES CLIMATIQUES DE L'EUROPE MANIPULÉES

En raison de ces impacts négatifs, le Parlement européen a initié un processus législatif pour limiter le soutien public et les subventions aux agrocarburants dits « de première génération » - ceux qui sont basés sur des cultures alimentaires.

Une bataille politique épique s'en est suivie dans les couloirs bruxellois, menée par le patron de Sofiprotéol-Avril Xavier Beulin et son armée de lobbies.

Le très influent syndicat agricole européen COPA-COGECA, dont Xavier Beulin est le vice-président, a pesé de tout son poids, en affirmant que « toute réduction des cibles visant à promouvoir l'usage de carburants basés sur des cultures agricoles nuirait à la croissance et à l'emploi, ainsi qu'aux objectifs dans le domaine de l'énergie et du climat » [4].

Des organisations comme l'European Oilseed Alliance (dont Xavier Beulin est président) ou l'European Biodiesel Board ont martelé le même message. **Sous pression du secteur agroindustriel national (où Sofiprotéol-Avril est omniprésente), le gouvernement français est lui aussi intervenu pour s'assurer que le**

Parlement européen ne remettrait pas en cause « les investissements qui ont déjà été établis ». Étant donné que la seule COPA-COGECA a dépensé 2 millions d'euros de lobbying à Bruxelles en 2014, avec un effectif de 18 lobbyistes, il n'est pas surprenant que Beulin et sa toile d'associations professionnelles aient réussi à obtenir ce qu'ils voulaient [5].

Finalement, en avril 2015, le Parlement européen adopta un seuil maximal pour les agrocarburants de première génération, mais à un niveau insuffisant pour limiter leur développement. Désormais, les agrocarburants ne pourront pas excéder 7% du carburant consommé pour le transport dans l'Union européenne en 2020 - mais ils ne représentent aujourd'hui que 5% ! **La cible de 7% fut présentée à l'unisson par les lobbies agricoles et le gouvernement français comme « le niveau le plus bas acceptable pour assurer un degré approprié de stabilité ».**

« Avec M. Beulin et les producteurs d'huile de palme, la proposition d'un compromis sur les agrocarburants a été un enfer », a expliqué la députée européenne française Corinne Lepage, auteure d'un rapport parlementaire sur les impacts environnementaux des agrocarburants. « Et à la fin, ils ont gagné. »

LE « VÉRITABLE MINISTRE DE L'AGRICULTURE » EN FRANCE

En France aussi, les subventions publiques aux agrocarburants se sont retrouvées l'objet de vives critiques à la suite d'un rapport de la Cour des comptes de 2012, qui concluait que les exemptions fiscales pour les producteurs d'agrodiesel avaient coûté à l'État français plus de 1,8 milliard d'euros entre 2005 et 2010 [6]. La Cour soulignait que le soutien public ainsi reçu par Sofiprotéol était significativement supérieur aux investissements réalisés par

l'entreprise sur cette activité. Mais le gouvernement français décida néanmoins, fin 2012, à un moment où il s'efforçait désespérément d'équilibrer son budget, de maintenir ce régime fiscal favorable, source de profits immenses pour Sofiprotéol, sous le prétexte que « le secteur représente plusieurs milliers d'emplois ».

Xavier Beulin, qui a été surnommé le « véritable ministre de l'Agriculture », détient une influence politique considérable en France. Il est au centre d'un vaste réseau d'intérêts économiques, financiers et politiques, comme l'illustre la composition du conseil d'administration d'Avril, qui inclut plusieurs dirigeants de multinationales françaises.

Avril-Sofiprotéol essaie désormais d'utiliser la Conférence climat de Paris pour verdir son image. L'entreprise s'est par exemple associée à la plateforme « Solutions COP21 », où elle fait la promotion de son nouvel agrodiesel, ainsi que de l'introduction de la culture à grande échelle du soja en France comme des « solutions climat » [7].

Un nouvel exemple de la manière dont les fausses solutions comme les agrocarburants nous sont imposés.

RÉFÉRENCES

[1] ActionAid (juin 2015), Caught in the Net: How "net-zero emissions" will delay real climate action and drive land grabs.

http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/caught_in_the_net_actionaid.pdf

[2] L'ILC (International Land Coalition) a révisé ses estimations plusieurs fois ; les dernières sont disponibles ici :

http://www.landmatrix.org/media/filer_public/b2/48/b24869d1-ff17-4cb2-8bc3-5c55ef6a3e0c/lm_newsletter_3-4.pdf

[3] 1,2 litre d'huile est parfois nécessaire pour produire un litre d'agrocarburant. Source : http://www.rac-f.org/IMG/pdf/Fiche_agrocarburants.pdf

[4] http://www.reporterre.net/IMG/pdf/lettre_copa-cogeca.pdf

[5] Information issue de LobbyFacts.eu, en date du 1 octobre 2015

[6] <http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/La-politique-d-aide-aux-biocarburant>

[7] www.climatesolutionsplatform.org

CHEVRON: POUR IMPOSER LE GAZ DE SCHISTE EN ARGENTINE ET AILLEURS, TOUS LES MOYENS SONT BONS

Le géant pétrolier Chevron s'est embarqué dans une campagne mondiale de promotion du gaz et pétrole de schiste, avec le soutien de la diplomatie américaine.

En Argentine, Chevron a recouru au lobbying, à ses connexions politiques et finalement à des méthodes inacceptables pour pousser ses projets de pétrole de schiste et protéger ses intérêts, dans ce qui est son seul projet non conventionnel en dehors de l'Amérique du Nord.



Avide d'exploiter du gaz et pétrole de schiste en dehors de la seule Amérique du Nord, la major pétrolière américaine Chevron a déployé des efforts énormes pour convaincre les gouvernements européens et sud-américains de lui donner carte blanche pour fracturer leur sous-sol. Pourtant la technique de fracturation hydraulique utilisée est associée à la contamination des nappes phréatiques, à des risques sanitaires sérieux, à une instabilité sismique, et à des fuites accrues de méthane, sources d'émissions globales de gaz à effet de serre supérieures à toutes les autres énergies fossiles, y compris le charbon [1].

En Europe de l'Est, Chevron a pu compter sur la secrétaire d'Etat Hilary Clinton et sur le réseau diplomatique des États-Unis pour appuyer ses efforts de pression politique et promouvoir la

fracturation hydraulique au plus haut niveau [2].

Malgré la mise en place de moratoires locaux et l'opposition résolue de l'opinion publique, les États-Unis se sont rangés derrière Chevron.

En Bulgarie, où la firme avait signé des accords de concession pour 68 millions de dollars, et où la fracturation hydraulique - « fracking » - avait été interdite suite à la mobilisation citoyenne. Hilary Clinton a fait le voyage en personne pour convaincre les dirigeants politiques bulgares de lever cette interdiction. Selon un diplomate bulgare, elle offrit d'envoyer ses meilleurs spécialistes dans le pays afin d'expliquer « les bienfaits du gaz de schiste pour le peuple bulgare ». Mais cela n'a pas marché, et l'opposition s'est même étendue à la Roumanie voisine. L'envoyé spécial pour l'énergie en Eurasie, Richard Morningstar,

fut alors dépêché sur place pour mener la contre-offensive. Le lobbying privé et les déclarations publiques sur les économies massives permises par le gaz de schiste menèrent à un assouplissement des interdictions dans les deux pays. Mais, malgré le soutien jamais démenti de l'administration américaine, la résistance locale et le caractère décevant des premiers forages ont finalement conduit Chevron à abandonner toutes ses activités dans ce domaine en Europe de l'Est (Pologne, Roumanie, Bulgarie, Ukraine) - ce qui ne l'empêche pas de continuer à faire activement pression contre toute régulation de la fracturation hydraulique au niveau européen.

En Argentine, par contre, Chevron a trouvé un terrain beaucoup plus malléable pour sa grande offensive de promotion du fracking.

L'entreprise américaine est un partenaire central du gouvernement argentin et de l'entreprise YPF - contrôlée par l'Etat - dans leurs efforts acharnés pour développer les réserves de gaz et pétrole non conventionnels de Patagonie, quel qu'en soit le prix.

UN GOUVERNEMENT SOUMIS AUX MULTINATIONALES PÉTROLIÈRES

Abritant les troisièmes réserves potentielles de gaz et pétrole de schiste au monde selon l'US Energy Information Agency, l'Argentine, et plus précisément la formation Vaca Muerta dans la province de Neuquén (Patagonie), est aujourd'hui envahie par les multinationales pétrolières. Grâce à un accord signé avec YPF en 2013, Chevron a pu s'accaparer certaines des concessions de schiste les plus prometteuses [3].

Parallèlement, Chevron a exigé du gouvernement argentin, comme condition à ses investissements, l'adoption d'une série de mesures favorables à ses intérêts, en totale contradiction avec les lois en vigueur [4]. Après plusieurs mois de lobbying agressif, les demandes de Chevron furent finalement satisfaites à travers un décret présidentiel rapidement surnommé « décret Chevron », tant il avait été conçu sur mesure pour l'entreprise américaine. Le contrat avec YPF fut signé le lendemain même [5].

Le décret incluait, entre autre, une hausse du prix garanti de revente pour le gaz et les carburants, une exemption de taxes sur les équipements importés, des subventions publiques pour les infrastructures, un régime fiscal plus favorable et des concessions plus longues. Chevron obtint également l'introduction d'un mécanisme de résolution des conflits liés aux investissements (devant la Chambre de commerce internationale de Paris), similaire aux mécanismes de résolution des différends investisseurs-États (« ISDS ») inclus dans de

nombreux traités de libre échange [6], qui la protégeait contre toute tentative de modifier un cadre législatif aussi favorable. Dans la province de Neuquén, des réformes favorables aux intérêts des compagnies pétrolières furent également adoptées, comme la suppression de la consultation du public et l'assouplissement des contrôles environnementaux [7].

DES MÉTHODES D'INTIMIDATION

Obtenir des conditions aussi avantageuses pour ses activités en Argentine ne suffisait toutefois pas à Chevron : l'entreprise exigeait aussi l'impunité pour les catastrophes écologiques causées dans d'autres pays.

En 2013, Chevron a été condamnée à une amende de plusieurs milliards de dollars par la plus haute cour de l'Équateur en raison de la pollution toxique qu'elle avait laissée derrière elle dans la région amazonienne du pays. Afin de s'assurer que la sentence serait appliquée, les victimes équatoriennes s'étaient tournées vers les tribunaux argentins pour faire geler les actifs de Chevron, et elles avaient obtenu gain de cause en première et deuxième instance.

Lorsque l'affaire arriva devant la Cour suprême de Buenos Aires, Chevron menaçait de renoncer à ses investissements dans le gaz et pétrole de schiste argentin, qui devaient s'élever selon l'entreprise à plusieurs milliards de dollars. Le vice-président de Chevron déclara que « l'accord ne pouvait être conclu tant que la question [du gel des actifs] n'était pas réglée ». Le patron d'YPF intervint pour condamner le procès intenté par les Équatoriens et ses « effets négatifs pour l'emploi et l'investissement dans le pays », une position reprise à son compte par la procureure générale nationale elle-même. La Cour suprême trancha finalement en faveur de Chevron. Quelques semaines plus tard à peine, le PDG de Chevron John Watson, le patron

d'YPF et la présidente argentine Cristina Kirchner signaient enfin solennellement le fameux accord de développement de leur projet de gaz et pétrole de schiste.

LA PATAGONIE FRACTURÉE

Cette suite d'événements déclencha une vague de protestations en Patagonie. Le projet de Chevron avec YPF porte sur une zone de presque 400 km². Celle-ci coïncide avec les terres traditionnelles de communautés autochtones Mapuche, lesquelles - inutile de le préciser - n'ont jamais été consultées sur un projet qui prévoit pourtant le forage d'environ 1500 puits [8].

En raison notamment des menaces directes pour les sources d'eau locales et pour leur souveraineté, une large coalition d'indigènes, de résidents locaux, de syndicalistes et de paysans s'est constituée pour s'opposer à Chevron, ainsi qu'au gaz et pétrole de schiste en général. En août 2013, le jour où l'accord fut ratifié par le parlement provincial, leurs manifestations furent violemment réprimées par la police. Des maisons de Mapuche furent incendiées, et un enseignant reçut une balle dans la poitrine [9].

En 2014 et 2015, Chevron et les autres majors pétrolières ont réussi à obtenir toujours plus de concessions du gouvernement argentin. Une réforme de la loi sur les hydrocarbures a été adoptée en octobre 2014. Quelques mois plus tôt, les États-Unis et l'Argentine signaient un accord pour étendre leur coopération bilatérale sur les questions énergétiques - un nouveau signe de l'alignement étroit de la diplomatie américaine sur les intérêts de l'industrie pétrolière. « Nos deux pays sont bénis en termes de ressources naturelles et nos intérêts sont les mêmes », a déclaré à cette occasion le Secrétaire d'État adjoint à l'Énergie de l'administration Obama. Chevron se prépare à en tirer tous les bénéfices.

RÉFÉRENCES

- [1] Selon plusieurs études universitaires révisées par des pairs, telles que Karion et al. (2013), "Methane emissions estimate from airborne measurements over a western United States natural gas field", *Geophysical Research Letters*, 40(16), 4393-4397, doi:10.1002/grl.50811, 2013.
- [2] Voir : <http://www.motherjones.com/environment/2014/09/hillary-clinton-fracking-shale-state-department-chevron>
- [3] Voir : <http://www.opsur.org.ar/blog/2013/08/23/acuerdo-neuquen-ypf-el-nuevo-piso-para-las-demandas-corporativas/>
- [4] Le décret introduit une extension automatique des durées des concessions à 35 ans, ce qui violait la loi existante sur les hydrocarbures, qui établissait un maximum de 25 ans. Voir : *Repousser les limites - la ruée vers les gaz et huiles de schiste en Patagonie argentine*, <http://www.amisdelaterre.org/rapportargentine> (page 10) et <http://www.opsur.org.ar/blog/2013/07/15/un-traje-a-medida-de-chevron/>
- [5] Voir : <http://www.opsur.org.ar/blog/2013/07/15/un-traje-a-medida-de-chevron/> ; et <http://www.infobae.com/2013/07/16/720427-el-decreto-chevron-deja-mas-dudas-que-certezas-los-especialistas>
- [6] Sur les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS), voir <https://www.foeeurope.org/isds>
- [7] Voir : *Repousser les limites - la ruée vers les gaz et huiles de schiste en Patagonie argentine*, <http://www.amisdelaterre.org/rapportargentine>.
- [8] Voir l'étude de cas sur Chevron dans le rapport *Repousser les limites - la ruée vers les gaz et huiles de schiste en Patagonie argentine*, <http://www.amisdelaterre.org/rapportargentine>.
- [9] Voir : <http://www.opsur.org.ar/blog/2013/09/03/anti-fracking-mobilization-suppressed-and-indigenous-houses-burnt-due-to-resistance-over-chevron-ypf-agreement/>

EDF : PARTENAIRE OFFICIEL D'UN MONDE CARBURANT AUX ÉNERGIES DU PASSÉ



L'entreprise énergétique française EDF utilise son statut controversé de sponsor officiel de la Conférence internationale sur le climat (COP21) pour lancer une campagne publicitaire à grande échelle vantant les vertus du nucléaire comme énergie « propre » et « sans CO2 ». En réalité, le nucléaire est tout sauf propre, et nécessite des prix et des subventions publiques astronomiques, qui seraient mieux utilisés au profit des véritables solutions.

À l'approche de la Conférence internationale sur le climat qui se tiendra à Paris en décembre, EDF redouble ses efforts de greenwashing et de marketing vert. Sponsor officiel de la COP21, EDF se présente comme le « partenaire officiel d'un monde bas carbone ». L'entreprise a organisé cet automne une série de conférences et de forums sur des thèmes comme « le rôle de l'électricité dans la décarbonisation du monde », et elle a lancé un appel à propositions destiné à des organisations à but non lucratif porteuses de projets verts à impact positif pour le climat [1]. EDF a aussi acquis les services d'une importante agence de communication, Havas, pour lancer une grande offensive publicitaire sous le slogan « Découvrez le nouveau visage de l'électricité bas carbone », avec des publicités pleine page dans les quo-

tidiens français mettant en scène des employés d'une de ses centrales nucléaires.

Mais en réalité, au-delà de ces beaux discours, EDF ne se prépare pas à abandonner une quelconque partie de ses considérables investissements dans le charbon et les autres énergies fossiles. L'entreprise n'envisage pas non plus d'inflexion stratégique significative vers l'efficacité énergétique ou les énergies renouvelables. Son principal souci est de faire de la retape pour son fonds de commerce nucléaire, de plus en plus compromis.

FORT SUR LE NUCLÉAIRE ET L'ÉNERGIE FOSSILE, FAIBLE SUR LES RENOUVELABLES

EDF, dont l'État français est actionnaire à 84%, a étendu ses activités

au niveau international depuis les années 1990, avec une présence très forte notamment au Royaume-Uni. Sur son site internet [2], l'entreprise affirme que 87% de l'électricité qu'elle produit dans le monde est « sans CO2 ». En France, selon EDF, ce chiffre serait même de 98%. Mais pourtant l'entreprise est loin d'être un pionnier des énergies vertes. Les sources renouvelables restent extrêmement marginales dans son mix énergétique global, environ 2%. En France, elles ne représentent que 0,2% (hors grands barrages qu'EDF considère comme étant aussi une source énergie « verte »).

Le principal fondement des prétentions vertes d'EDF, c'est son investissement massif dans l'énergie nucléaire, dont elle est le principal producteur mondial, avec des centrales non seulement en France, mais aussi en Belgique, au

Royaume-Uni, aux États-Unis ou en Chine.

En outre, très loin de l'image « sans CO2 » qu'elle s'efforce de mettre en scène en vue de la conférence climat, EDF a investi massivement dans tous les types d'énergies fossiles, directement ou à travers des filiales comme Edison (impliquée dans l'extraction de pétrole et de gaz) ou EDF Trading (l'un des principaux négociants et transporteurs mondiaux de pétrole et de charbon). EDF gère, au niveau mondial, 16 centrales électriques au charbon, qui inclut certaines des centrales les plus polluantes d'Europe. En 2013, l'entreprise a été classée parmi les 20 principaux émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre [3].

NUCLÉAIRE : NI PROPRE, NI « SANS CO2 »

En réalité, l'énergie nucléaire elle-même est loin d'être « sans CO2 ». Elle a un « sale » petit secret : l'extraction de l'uranium. Comme toutes les activités minières, l'extraction de l'uranium requiert des quantités considérables d'énergie et entraîne donc des émissions importantes de gaz à effet de serre - en plus de causer des problèmes environnementaux et sanitaires dramatiques pour les populations riveraines des mines.

La plupart des émissions liées à l'énergie nucléaire sont donc externalisées dans les pays producteurs d'uranium - le Niger, le Kazakhstan et le Canada, dans le cas du fournisseur d'EDF, Areva. Le transport et la transformation de l'uranium et des déchets nucléaires sont eux aussi une source importante d'émissions de gaz à effet de serre. Au final, le bilan carbone du nucléaire peut dans certains cas se révéler même supérieur à celui de certaines sources fossiles, loin devant ceux du solaire et de l'éolien [4].

L'énergie atomique implique également toute une série d'autres risques et impacts environnementaux : les radiations, la gestion et le stockage des déchets, la prolifération nucléaire, les coûts de production en hausse continue, sans parler des conséquences majeures d'un éventuel accident nucléaire. C'est ce qu'a reconnu le Jury de déontologie publicitaire.

Suite à une plainte déposée par le réseau français Sortir du nucléaire et des associations locales, il a récemment émis un avis très critique sur une campagne publicitaire lancée par EDF en Alsace, la région française où elle combat la fermeture programmée de la centrale nucléaire de Fessenheim, la plus ancienne de France.

Les publicités affirmaient que l'électricité fournie en Alsace par EDF était « 100% sans émissions de CO2 », ce que le Jury de déontologie publicitaire a considéré comme une tentative délibérée d'induire les usagers en erreur sur la vraie nature de l'énergie nucléaire et de ses impacts [5].

Sortir du nucléaire et ses partenaires ont maintenant déposé une nouvelle plainte, visant cette fois l'affirmation d'EDF selon laquelle l'électricité qu'elle fournit en France est à 98% sans CO2 [6].

LE COÛT DU NUCLÉAIRE, MENACE DIRECTE POUR LES RENOUVELABLES

EDF est bien consciente des coûts croissants du nucléaire. L'entreprise n'a pas de projet de nouvelle centrale, même en France, à part le projet de réacteur Hinkley C en Grande-Bretagne, dont l'avenir reste précaire en raison de son prix astronomique.

Le projet a également été mis en cause au niveau de la justice européenne par d'autres pays et par des producteurs d'énergie renouvelable, qui dénoncent les aides publiques massives néces-

saires pour que ce nouveau réacteur nucléaire voie le jour - des aides qui pourraient être utilisées pour construire un système énergétique vraiment propre, basé sur les renouvelables.

Quel est donc en réalité l'objectif d'EDF ? En France, son but est avant tout d'obtenir une extension de la durée de vie de ses centrales nucléaires existantes, lesquelles approchent pour la plupart les 40 ans d'existence et qui connaissent des incidents de sûreté récurrents. Une extension qui pourrait coûter jusqu'à 100 milliards d'euros. Cet argent devrait être investi pour construire le système énergétique durable dont la France a besoin, ce qui serait à la fois moins coûteux et meilleur pour le climat, pour les gens et pour l'environnement - aussi bien en France que dans les pays d'extraction de l'uranium.

Entre ses investissements massifs dans les énergies fossiles et la promotion de fausses solutions comme le nucléaire, EDF ne peut prétendre être le partenaire officiel d'un « monde bas carbone ».

Si l'entreprise parvenait à ses fins, la France et le monde resteraient plutôt enfermés dans un futur de chaos climatique, de risque de nucléaire et de hausse continue du prix de l'énergie.

RÉFÉRENCES

[1] <http://10projets-climat.edf.fr/>

[2] <https://www.edf.fr/groupe-edf>

[3] Thomson Reuters: <http://site.thomsonreuters.com/corporate/pdf/global-500-greenhouse-gases-performance-trends-2010-2013.pdf>

[4] Deux études ont estimé ce bilan carbone à entre 10 et 130 g eq. CO2/KWh et entre 1,4 and 288 g eq. CO2/KWh respectivement, en fonction des conditions et des paramètres, avec une valeur médiane de 66 g eq. CO2/KWh - au-dessus des chiffres correspondants pour le solaire et l'éolien (34 g eq. CO2/KWh pour l'éolien et 50 pour le solaire selon une méta-analyse de 2014).

- Lenzen, M.; Frank Barnaby; James Kemp; et al. (2008). "Life cycle energy and greenhouse gas emissions of nuclear energy: A review. Energy Conversion and Management 49, 2178-2199"

- Valuing the greenhouse gas emissions from nuclear power : a critical survey, publiée par Benjamin K. Sovacool en 2008 dans la revue Energy Policies. Sur les énergies renouvelables, voir : « Assessing the lifecycle greenhouse gas emissions from solar PV and wind energy: A critical meta-survey ». Energy Policy 65: 229-244.

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301421513010719>https://www.nirs.org/climate/background/sovacool_nuclear_ghg.pdf

[5] <http://sortirdunucleaire.org/article43882>

[6] <http://www.sortirdunucleaire.org/Greenwashing-d-EDF-en-prevision-de-la-COP-21-le>

L'audition aura lieu le 11 décembre 2015, et le jury de déontologie aura deux semaines pour se prononcer sur la plainte.



ENGIE : LEADER DE LA TRANSITION VERS LE CHAOS CLIMATIQUE

Qui mérite de devenir sponsor officiel des négociations internationales sur le climat de Paris, à la fin de l'année ? Sûrement pas une entreprise qui possède des centrales à charbon parmi les moins efficaces au monde, et qui se distingue par son lobbying contre les énergies renouvelables ! Et pourtant si : c'est Engie.

Engie, le géant français de l'énergie, détient une large gamme d'actifs dans les énergies fossiles au niveau mondial, et figure parmi les premiers émetteurs globaux de gaz à effet de serre, avec 15 millions de tonnes de carbone pour l'année 2013 [1].

En 2015, en même temps qu'elle changeait de nom, de GDF Suez à Engie, l'entreprise a annoncé un plan de restructuration censé refléter le passage à une « nouvelle ère énergétique ».

Mais ce changement de nom ne s'accompagne en fait d'aucun changement significatif du mix énergétique d'Engie. Ainsi, malgré leur récente annonce de ne pas investir dans de nouvelles centrales à charbon et d'augmenter leur apport en énergies renouvelables, l'arbre cache encore la forêt [2]. Le gaz et le charbon constituent toujours de loin

ses principales sources d'énergie ; les renouvelables (hors grands barrages) ne comptent que pour 4%. Au lieu de fermer ses actifs relatifs au charbon, Engie prévoit de les vendre [3].

L'entreprise parle de fournir de l'énergie pour « un monde qui change » - mais peut-être voulait-elle plutôt dire fournir des énergies sales pour un climat qui change ?

UN SPONSOR PROBLÉMATIQUE

Les beaux discours et les changements de nom semblent pourtant suffisants pour le gouvernement français, qui a choisi Engie (dont il est encore actionnaire à 33%) comme sponsor officiel de la COP21, la Conférence internationale sur le climat qui doit se tenir à Paris en décembre. Un choix qui reflète l'incohérence et

l'hypocrisie de la présidence française de la COP, qui s'apprête à accorder une large place aux multinationales sous prétexte qu'elles feraient « partie de la solution », tout en passant sous silence leur responsabilité dans la crise climatique et en renonçant à tout effort réel pour limiter le développement des énergies fossiles.

Évidemment, une telle approche ne pouvait qu'être adoptée avec enthousiasme par Engie, qui a organisé et financé son propre « Tour de France des solutions climat ».

À la fin du mois de septembre 2015, Engie a encore accentué ses efforts de greenwashing avec le lancement d'une nouvelle campagne publicitaire : trois films courts d'autocongratulation d'Engie sur ses « nouvelles solutions pour mener à bien la transition énergétique » [4].

L'entreprise est aussi partenaire fondateur de Solutions COP21, un grand salon inspiré par le monde de l'entreprise qui doit se tenir au même moment que la COP en vue de mettre en avant l'abondance des « solutions » à la crise climatique - la plupart d'entre elles à but lucratif, basées sur des technologies problématiques et une logique purement commerciale [5].

UNE RÉALITÉ PAS PROPRE

Mettre l'accent sur les « solutions climat » donne la possibilité à Engie de détourner opportunément l'attention. La réalité des activités de l'entreprise est beaucoup moins propre. Ainsi chaque année, elle brûle des millions de tonnes d'énergies fossiles et même ses investissements « verts » - qui incluent des grands barrages en Amazonie - ont des impacts sociaux et environnementaux dévastateurs.

Les dirigeants d'Engie se sont étroitement associés aux efforts des majors pétrolières pour promouvoir le gaz comme « la plus propre des énergies fossiles », et se sont fait les avocats d'un prix mondial du carbone en vue de se débarrasser de la concurrence du charbon [6]. Mais, tout en affichant ainsi publiquement son opposition au charbon [7], Engie a continué à ajouter chaque année à son portefeuille de nouvelles centrales fonctionnant avec ce combustible - récemment en Indonésie, Allemagne, Inde et aux Pays-Bas, et bientôt au Maroc - et projette d'en construire de nouvelles dans des pays comme la Mongolie, le Brésil et le Chili [8].

LES CENTRALES AU CHARBON LES MOINS EFFICIENTES AU MONDE

Selon une étude récente de l'université

d'Oxford, Engie possède déjà la flotte de centrales au charbon la moins efficiente au monde (après deux petites entreprises indiennes), entraînant les pires impacts en termes d'émissions de gaz à effet de serre, de pollution de l'air et de surexploitation de l'eau [9].

En Italie par exemple, une centrale d'Engie, Vado Ligure, a récemment été fermée par la justice en raison de ses impacts sanitaires et du « désastre environnemental » qu'elle a occasionné. La centrale Vado Ligure, composée de deux unités de charbon de 330 MW, a été « modernisée » en 2007 avec l'ajout d'une troisième unité de 460 MW. Elle est dirigée par Tirreno Power, une société détenue à 51 % par Engie. Après plusieurs années d'enquête, la Chambre des Docteurs de la province de Savona a reconnu que la centrale, située dans le centre de la ville, est une menace sérieuse pour les vies et la santé des habitants.

Le 11 mars 2014, un juge du Tribunal de Savona a ordonné la saisie et la fermeture de deux unités alimentées au charbon dans la centrale [10]. En juin 2015, la conclusion de l'enquête des magistrats de Savona a reconnu la responsabilité de 86 managers, agents et administrateurs publics. Une décision est en attente par le juge pour une enquête préliminaire pour décider si, entre autres, quatre dirigeants de GDF Suez Italie (actuellement Engie) pourraient être poursuivis en justice pour désastre environnemental intentionnel et homicide involontaire.

L'entreprise possède en tout 30 centrales au charbon dans le monde, principalement en Europe, aux États-Unis et en Australie [11].

En voyant clairement le problème d'un double discours si elle garde

ses actifs liés au charbon tout en prétendant être un « leader de la transition énergétique », l'entreprise veut annoncer durant la COP21 un désengagement partiel dans ses centrales à charbon. Toutefois, au lieu de fermer ses centrales, Engie a seulement l'intention de vendre ses actifs en Asie et en Australie.

En plus de brûler des combustibles fossiles dans ses centrales électriques, Engie est aussi directement impliquée dans la prospection et l'extraction de pétrole et de gaz, notamment en Europe du Nord, mais aussi avec des opérations en Indonésie, en Malaisie, en Algérie, au Qatar, au Brésil et même dans l'Arctique ! Et l'entreprise s'apprête à s'impliquer dans l'extraction du gaz de schiste au Brésil et au Royaume-Uni [12]. Selon Fossil Fuel Indexes, les réserves globales de pétrole et de gaz d'Engie sont équivalentes à 155 millions de tonnes de carbone encore dans le sol, ce qui en fait l'une des 100 premières compagnies d'hydrocarbures au monde [13].

Engie ose se prétendre « leader européen de la transition énergétique », mais en réalité, elle s'est distinguée ces dernières années par son lobbying en faveur du gaz de schiste, pour des subventions publiques pour les terminaux méthaniens et les gazoducs, et contre les aides publiques pour les renouvelables, au motif que celles-ci portent atteinte à la compétitivité de ses propres centrales au gaz et au charbon [14]. Plutôt que le leader de la transition énergétique, Engie est surtout le leader de la transition vers le chaos climatique. Il ne devrait pas y avoir de place pour les entreprises comme celle-là dans la Conférence Internationale sur le climat.

RÉFÉRENCES

- [1] Voir <http://site.thomsonreuters.com/corporate/pdf/global-500-greenhouse-gases-performance-trends-2010-2013.pdf> qui place Engie à la 6e place des principaux émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre. Voir aussi <https://www.cdp.net/CDPResults/CDP-Global-500-Climate-Change-Report-2013.pdf>
- [2] <http://www.lefigaro.fr/societes/2015/10/14/20005-20151014ARTFIG00267-pourquoi-engie-renonce-a-se-developper-dans-le-charbon.php>
- [3] <http://www.challenges.fr/challenges-soir/20151015.CHA0546/charbon-comment-engie-entend-sortir-du-piege-de-segolene-royal.html>
- [4] <http://www.engie.com/en/journalists/press-releases/engies-new-advertising-campaign-a-gateway-of-solutions/>
- [5] <http://www.solutionscop21.org/>
- [6] Voir le cas Total.
- [7] <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/gerard-mestrallet-pdg-du-gazier-engie-vend-le-climat-aux-entreprises-27-09-2015-5131211.php>
- [8] <http://www.engie.com/groupe/strategie/notre-presence-internationale/asie-pacifique/mongolie/>
http://www.lesechos.fr/16/12/2014/lesechos.fr/0204021729234_electricite---gdf-suez-veut-se-hisser-au-premier-rang-en-amerique-latine.htm
http://www.sourcewatch.org/index.php/Infraestructura_Energ%C3%A9tica
- [9] <http://www.theguardian.com/environment/2015/mar/13/us-and-chinese-companies-dominate-list-of-most-polluting-coal-plants>
- [10] <http://www.panorama.it/news/cronaca/tirreno-power-carte-inchiesta/>
- [11] <http://www.amisdelaterre.org/Emissions-d-Etat-stop-a-l.html>
- [12] <http://www.usinenouvelle.com/article/le-bresil-donne-son-feu-vert-au-gaz-de-schiste-gdf-suez-en-profite.N222320>
<http://www.tradingsat.com/engie-FR0010208488/actualites/engie-londres-accorde-des-permis-pour-l-exploration-de-gaz-de-schiste-617137.html>
- [13] <http://fossilfreeindexes.com/research/the-carbon-underground/>
- [14] <https://www.engie.com/wp-content/uploads/2014/03/contribution-des-dirigeants-de-grands-groupes-energetiques-europeens-au-conseil-europeen-des-20-et-21-mars-2014.pdf>



YARA : L'AGRICULTURE CLIMATO-STUPIDE REPEINTE EN VERT

L'agriculture industrielle est une des principales causes du changement climatique, en particulier du fait de son recours massif aux engrais synthétiques. Yara, leader mondial de ce secteur, cherche aujourd'hui à utiliser l'Alliance mondiale pour l'agriculture climato-intelligente pour repeindre en vert son fonds de commerce climaticide et lui faire obtenir l'aval officiel des Nations unies.

Les engrais sont la principale source d'émissions de gaz à effet de serre dans le secteur agricole. L'application aux sols d'engrais synthétiques est responsable de la majeure partie des émissions mondiales de protoxyde d'azote (N₂O), un gaz 300 fois plus nuisible pour le climat que le dioxyde de carbone [1].

Les engrais synthétiques sont précisément le fonds de commerce de Yara International, leader mondial du secteur. Cette entreprise norvégienne a réalisé un chiffre d'affaires de 11,1 milliards d'euros en 2014 et a vendu cette année-là 26 millions de tonnes d'engrais dans plus de 150 pays, notamment en Afrique [2]. L'expansion continue du modèle agricole industriel, fondé sur un recours massif aux engrais synthétiques, a fait la fortune de Yara - une

fortune à laquelle l'entreprise n'est pas prête à renoncer, même face à la crise climatique.

L'AGRICULTURE CLIMATO- (PAS SI) INTELLIGENTE

L'Alliance mondiale pour l'agriculture « climato-intelligente », seule initiative intergouvernementale d'envergure dans le domaine de l'agriculture et du climat, est devenue l'un des instruments de greenwashing favoris des multinationales de l'agro-business comme Yara [3].

Dès son lancement officiel en septembre 2014, à l'occasion du Sommet sur le climat de l'ONU à New York, cette Alliance s'est retrouvée la cible d'un mouvement global d'organisations de la société civile, qui lui reproche de permettre à des multinationales comme

Yara de nier leur responsabilité directe dans la crise climatique, et même de se présenter comme une solution à cette dernière.

À l'approche des négociations climatiques internationales à Paris, ces organisations de la société civile ont lancé un appel solennel aux gouvernements du monde et aux Nations unies pour qu'ils ne donnent pas un aval officiel à l'agriculture dite « climato-intelligente » [4].

L'Alliance mondiale pour l'agriculture climato-intelligente compte parmi ses membres des pays comme la France ou les États-Unis, mais aussi - directement ou indirectement à travers leurs lobbies - des grandes multinationales à la réputation sociale et environnementale sulfureuse. McDonalds, Walmart et les géants des semences et des OGM Syngenta et Monsanto en

sont soit membres, soit des soutiens actifs.

Yara ne cache pas son enthousiasme, puisqu'elle a rejoint l'Alliance non seulement en son propre nom mais aussi à travers trois associations professionnelles dans lesquelles elle joue un rôle central (Fertilizers Europe, Fertilizer Institute et International Fertilizer Industry Association).

Lors du Forum économique mondial de Davos en 2015, l'entreprise a même sponsorisé un forum spécial sur le thème de l'agriculture climato-intelligente et encouragé les participants à diffuser le concept.

Aujourd'hui pas moins de 60% des membres issus du secteur privé de l'Alliance mondiale pour l'agriculture climato-intelligente sont issus du secteur des engrais [5].

L'AGRO-BUSINESS... AS USUAL

On pourrait penser qu'une démarche qui se réfère au climat et qui se prétend « intelligente » renvoie à des pratiques agricoles de bon sens, bénéfiques pour la planète. En fait, il n'y a aucun critère significatif ni aucune définition de ce qui peut - ou ne peut pas - être appelé « climato-intelligent ». Absolument aucun type d'activité n'est exclu, pas même la production d'agrocarburants ou les organismes génétiquement modifiés.

Officiellement l'agriculture « climato-intelligente » est censée être « un moyen d'atteindre des priorités de développement agricole sur le long et le court-terme face aux changements climatiques », et combiner les objectifs de sécurité alimentaire, adaptation et mitigation [6].

Mais les pratiques de l'agriculture industrielle, fondée sur l'utilisation accrue des engrais ou l'élevage intensif, ont apparemment tout à fait le droit d'utiliser le label « climato-intelligent ». Ces pratiques sont ensuite promues comme des solutions au changement climatique [7], afin que les multinationales concernées continuent à en-

granger leurs profits. Même si Yara reconnaît les « conséquences néfastes pour l'environnement » du modèle de la « révolution verte », l'entreprise continue néanmoins à prétendre que grâce aux « savoirs, outils et pratiques agricoles modernes, les agriculteurs sont désormais capables d'assurer des rendements élevés tout en protégeant l'environnement » et que les « engrais continuent à représenter une bonne part de la solution pour atteindre ces objectifs » [8].

PAYSANS CONTRE MULTINATIONALES

En réalité, aussi « intelligemment » soient-ils utilisés, les engrais synthétiques contribuent non seulement à exacerber directement et indirectement le changement climatique, mais aussi à réduire la résilience de l'agriculture face à ses impacts.

L'adoption généralisée des engrais synthétiques par les paysans du monde du fait de la généralisation du modèle de la « révolution verte » a entraîné le déclin progressif des systèmes agricoles traditionnels et divers, au profit de l'usage de variétés et de semences fournies par les multinationales, et sélectionnées pour fonctionner en complément d'engrais synthétiques.

Or, contrairement à la diversité des semences paysannes traditionnelles, les semences modernes sont vulnérables aux phénomènes météorologiques extrêmes. Le déclin de la matière organique du sol causé par l'application d'engrais réduit la quantité d'eau qui peut être stockée dans le sol, fragilisant les paysans face à des risques climatiques comme les températures élevées, les sécheresses ou les inondations.

Les réelles solutions pour atténuer le changement climatique et assurer la résilience de nos systèmes alimentaires résident dans l'agroécologie, l'agriculture biologique et l'agriculture paysanne - autant de systèmes

agricoles favorables à la souveraineté alimentaire. Mais au lieu de remettre en question et de changer le modèle agricole industriel, qui a une responsabilité directe dans la crise climatique, l'« agriculture climato-intelligente » est un levier pour Yara de se donner, ainsi qu'aux engrais qu'elle vend, une nouvelle légitimité.

RÉFÉRENCES

[1] Estimations du GIEC. Voir BB Lin et al. « Effects of industrial agriculture on climate change and the mitigation potential of small-scale agro-ecological farms », CAB Reviews: Perspectives in agriculture, veterinary science, nutrition and natural resources, 2011 6, No. 20:

<http://www.columbia.edu/~km2683/pdfs/Lin%20et%20al.%202011.pdf>

[2] GRAIN, « The exxons of agriculture », 30 September 2015 <https://www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture>

[3] GRAIN, « The exxons of agriculture », 30 September 2015 <https://www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture>

[4] Voir : <http://www.climatesmartagconcerns.info/cop21-statement.html>

[5] CIDSE, Climate-smart revolution ... or green washing 2.0?, May 2015: <http://www.cidse.org/publications/just-food/food-and-climate/download>

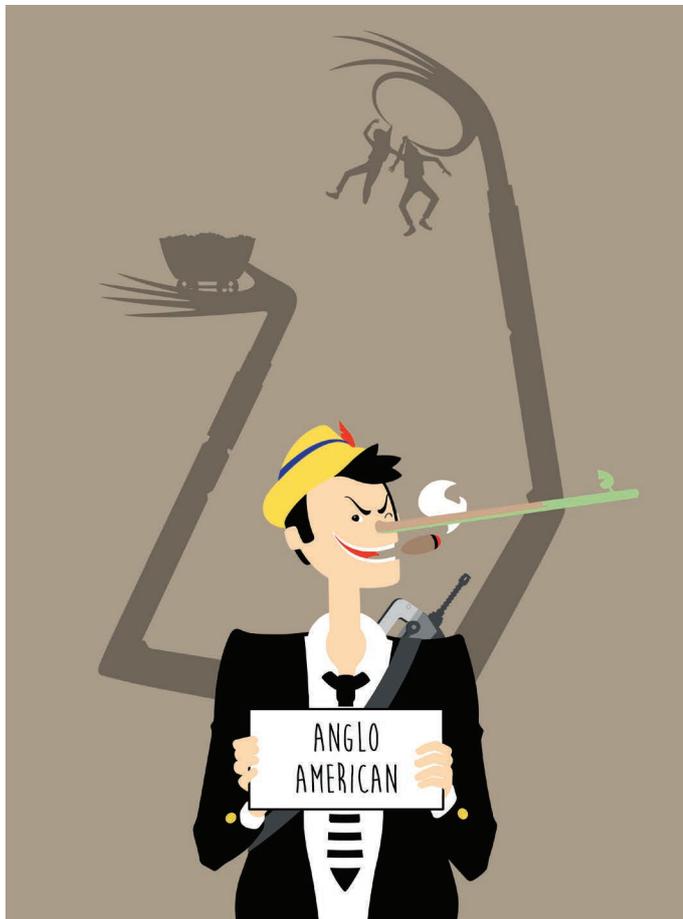
[6] Voir : <http://csa2015.cirad.fr/>

[7] Yara, « Pushing climate smart agriculture » Oslo, 16 March 2015: http://yara.com/media/news_archive/pushing_climate_smart_agriculture.aspx

[8] Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=B3TM74j9onM#t=151>

ANGLO AMERICAN MINE LE CHARBON... ET LES DROITS HUMAINS

Anglo American est l'une des principales entreprises minières du monde et le copropriétaire de la plus grande (et pire) mine de charbon à ciel ouvert de la planète : El Cerrejón, en Colombie. En dépit de l'histoire de violences, de pollution et de misère qu'a amené l'industrie du charbon dans la région, Anglo American projette d'agrandir une nouvelle fois la mine, pour augmenter sa production à 50 millions de tonnes de charbon par an.



À Tobacco, un village dans la Guajira, dans le Nord-Est de la Colombie, les résidents se souviendront longtemps du 9 août 2001. C'est le jour où ils ont été expulsés de chez eux pour permettre l'expansion de la mine, El Cerrejón. Après l'expulsion des derniers résistants, le village fut complètement détruit. Tels sont les coûts cachés de l'expansion progressive d'El Cerrejón, une mine qui s'étend aujourd'hui sur 69 000 hectares - plus de la moitié de la surface de Paris.

UNE HISTOIRE DE DÉPLACEMENTS FORCÉS ET DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Anglo American - qui a progressivement acquis la mine El Cerrejón avec deux autres multinationales, Glencore et BHP Billton entre 1997 et 2002 [1] -

est l'une des plus importantes entreprises minières au monde, exploitant le charbon en Australie, en Afrique du Sud et au Canada, en plus de la Colombie.

Les chiffres rendus publics par El Cerrejón indiquent que 33 millions de tonnes y ont été extraites en 2013, dont plus de la moitié a été envoyée directement en Europe pour être brûlée dans des centrales thermiques.

En 2015, la production devrait atteindre les 40 millions de tonnes. Un nouvel agrandissement prévu permettrait à la firme d'envisager l'exploitation de 50 millions de tonnes [2] : un objectif de production qui aggravera les lourds impacts sociaux et environnementaux, tandis que les communautés locales devront à nouveau être expulsées [3].

En 2015, des militants visitant la région ont pu parler avec d'anciens habitants de Tobacco, ainsi que d'autres ayant été déplacés [4]. Certains habitants ont reçu la visite, dans leurs nouvelles maisons, de représentants de la mine, escortés par des agents de sécurité et la police locale.

Pour la seconde fois, et ce pour répondre aux projets d'expansion de la mine, ils ont été menacés d'expulsion.

Ces histoires ne sont malheureusement pas des cas isolés, c'est la norme. La région qui entoure la mine El Cerrejón est marquée par une longue histoire de déplacements forcés. Dès 1981, une grande partie du peuple Wayuu, qui habite la région depuis 3000 ans, fut expulsée en vue de la construction d'un port flambant neuf et d'une ligne ferroviaire le reliant la mine.

Plus récemment, certains résidents qui avaient été forcés de quitter leurs maisons pour faire de la place à El Cerrejón ont été relogés. Mais l'entreprise leur a fait signer un contrat leur interdisant de revendre leurs maisons. Ils ne peuvent donc pas partir, malgré la destruction de leurs moyens de subsistance. Habituees à cultiver des petits lopins de terre d'où elles tiraient de quoi se nourrir (légumes, légumineuses, élevage de petits animaux), les familles se retrouvent sans travail, avec d'innombrables difficultés pour trouver des terres où faire pousser leur nourriture. « On se sent étrangers chez nous », rapporte une victime.

UN LITRE D'EAU POLLUÉE PAR PERSONNE ET PAR JOUR

L'accès à une eau potable est aussi un défi quotidien aux alentours de la mine. L'exploitation minière du charbon nécessite de l'eau, beaucoup d'eau.

En 2012, El Cerrejón a ainsi utilisé plus de 8 milliards de litres d'eau, un chiffre en constante augmentation [5]... Imbibés de poussières de silice, particules fines et autres produits chimiques, les cours d'eau se tarissent. La pollution des nappes phréatiques est telle que les villageois ne peuvent plus boire l'eau des puits locaux. El Cerrejón leur livre une ration quotidienne, de seulement un litre par personne. Les gens achètent souvent de l'eau en bouteille parce que l'eau fournie par El Cerrejón est de mauvaise qualité, « tout juste suffisante pour faire la lessive ».

Selon des militants locaux, des milliers d'enfants sont déjà morts en raison de la malnutrition et des problèmes d'hygiène liés à la pollution de l'eau. La nouvelle expansion de la mine ne fera qu'exacerber ces problèmes.

Et pourtant, la pollution de l'eau ne constitue qu'un seul des dangers qui menacent les habitants de la zone. La contamination de l'air et la pollution

sonore sont dramatiques. Selon les habitants, les cancers du poumon ont explosé. Le bruit est incessant, et les explosions dans la mine font trembler les maisons, mettant certains habitants dans un état de stress quasi permanent.

RÉSISTANCE CROISSANTE

La région connaît une militarisation croissante, et la présence policière augmente, avec pour objectif principal de protéger la mine elle-même, et non pas les communautés.

Luttant contre la peur, la faim et la maladie, certaines personnes trouvent pourtant le courage de lutter contre les multinationales. Certains revendiquent la fermeture pure et simple de la mine.

De nombreux militants ont été blessés par les forces armées durant des manifestations, et certains ont même trouvé la mort. D'autres ont vu leurs parents perdre leurs emplois dans l'administration locale en raison de leur position contre la mine.

Anglo American et les autres actionnaires d'El Cerrejón ont déployé des efforts importants, ces dernières années, pour **lisser leur image, afin d'obtenir l'approbation de leurs projets d'expansion. Mais il y a peu de chances que les victimes d'El Cerrejón aient lu sa nouvelle « Charte des droits humains », ni qu'ils reconnaissent ses prétentions d'être une « mine responsable »**. Ces documents ne changent absolument rien aux impacts sur le terrain, où Anglo American et compagnie continuent à miner le charbon, ne parviennent pas à protéger les droits humains des populations riveraines et nuisent à l'environnement.

RÉFÉRENCES

[1] Anglo-American et ses partenaires du consortium se sont vu attribuer les marchés de la zone Sud de El Cerrejón en 1997, la zone Nord entre 2000 et 2002, la zone centrale entre 1995 et 2000 (Glencore en 1995, Anglo en 1997, BHP Billiton en 2000), et l'aire de Patilla (incluant Tobacco) en 2001. La mine a été rebaptisée ' El Cerrejón' en novembre 2002.

[2] Voir <http://www.cerrejon.com/site/english/press-room/news-archives/cerrejon-annonces-the-creation-of-5-000-new-jobs.aspx> et <http://www.mining-technology.com/projects/cerrejon/>

[3] Sur les impacts de la mine El Cerrejón, voir http://corporateeurope.org/sites/default/files/17-foei-corporate-capture-report-eng-lr_0.pdf et <https://ejat-las.org/conflict/el-cerrejon-mine-colombia>.

[4] L'enquête de terrain à El Cerrejón s'est fait en janvier 2015.

[5] El Cerrejón, 2012 Sustainability Report, http://www.cerrejon.com/site/Portals/1/Documents/pdf/sustainability_reports/Cerrejon_Sustainability_Report_2012.pdf

BNP PARIBAS : DES FINANCEMENTS AU CHARBON QUI DÉTRUISENT DES VIES ET LE CLIMAT

BNP Paribas, l'une des banques internationales les plus impliquées dans des opérations très lucratives de financement du charbon à travers le monde, porte une responsabilité directe dans l'expansion de cette source d'énergie, qui ravage à la fois le climat et les communautés locales.



La banque BNP Paribas, première source de soutien financier au charbon en France et neuvième principal financeur de ce secteur au niveau mondial, est l'un des sponsors les plus controversés des négociations internationales qui doivent se tenir à Paris cette année.

Entre 2005 et avril 2014, la banque française a en effet contribué à l'expansion du charbon (mines et centrales électriques au charbon) avec pas moins de 15,6 milliards d'euros [1].

Or le charbon n'est pas seulement la principale source d'émissions globales de gaz à effet de serre. Les mines de charbon et les centrales électriques qui utilisent ce combustible entraînent aussi une grave pollution de l'air et de l'eau, ainsi qu'un épuisement des ressources et des bouleversements

sociaux pour les communautés environnantes. Malgré ces impacts destructeurs, l'utilisation du charbon a augmenté de manière exponentielle dans le monde au cours de la décennie écoulée.

Si les entreprises minières et énergétiques sont de façon évidente responsables de ce drame, le secteur bancaire et financier joue lui aussi un rôle décisif en finançant le charbon.

A ce titre, ce dernier est responsable de la poursuite de l'extraction à grande échelle de ce combustible en dépit de son impact climatique et des ravages qu'il provoque.

Chaque année, à travers leurs prêts à des projets ou à des entreprises, ou à travers la souscription d'obligations ou d'actions, les grandes banques comme BNP Paribas déboursent des milliards d'euros pour financer les

activités de compagnies minières ou d'entreprises produisant de l'électricité à base de charbon. Elles apportent aussi une aide souvent décisive à la conception et à la mise en œuvre de nouveaux grands projets charbonniers extrêmement polluants [2].

PROJETS CONTROVERSÉS DANS LE MONDE ENTIER

Les investissements de BNP Paribas dans le charbon incluent certains projets parmi les plus controversés au monde.

En Afrique du Sud, la banque est impliquée dans la construction de deux nouvelles centrales électriques au charbon géantes, Medupi et Kusile. À elles deux, elles vont émettre chaque année dans l'atmosphère 60 millions de tonnes de carbone, augmentant de

17 % d'un coup les émissions de l'Afrique du Sud, et exacerbant les impacts ravageurs du changement climatique sur les communautés pauvres [3].

En Inde, BNP Paribas est la seule banque internationale impliquée dans une centrale à la réputation sinistre, Tata Mundra, sur la côte du Gujarat, à travers un prêt de 327 millions de dollars [4].

Cette centrale de 4150 MW, pleinement opérationnelle depuis 2013, est l'objet d'intenses controverses depuis les débuts des travaux. Elle a entraîné la destruction des moyens de subsistance des communautés locales. Elle recrache des quantités massives d'eau chaude dans l'environnement marin, dévastant les mangroves et les zones de reproduction des poissons, ce qui a provoqué une chute des captures de pêche.

La poussière de charbon et la cendre issue de sa combustion qui retombent du ciel contaminent les terres agricoles ou le poisson laissé à sécher au soleil. L'accroissement des intrusions salines dans les nappes phréatiques locales menace l'irrigation et l'accès à l'eau douce, dans une région où cette ressource est déjà rare. Les résidents locaux se plaignent d'une augmentation des douleurs de poitrine et des problèmes respiratoires [5].

L'argument justifiant la construction de Tata Mundra était qu'elle fournirait une électricité bon marché à des millions d'Indiens, mais la centrale s'avère bien moins économique qu'elle ne le prétend : l'entreprise a déjà demandé une augmentation du prix de revente de son électricité [6].

Les organes d'audit interne de deux des principaux financeurs de la centrale, la Société financière internationale (Banque mondiale) et la Ban-

que asiatique de développement, ont rendu des rapports extrêmement critiques sur le projet Tata Mundra, notamment concernant la prise en compte inadéquate de ses impacts, et l'absence de compensation pour les communautés affectées [7].

En avril dernier, des pêcheurs et des paysans locaux se sont tournés vers les tribunaux américains en portant plainte contre la Société financière internationale pour le rôle qu'elle a joué dans la destruction de leurs moyens de subsistance [8]. Même si elle prétend « suivre » le projet Tata Mundra, BNP Paribas a toujours maintenu un silence quasi absolu sur les allégations concernant les impacts de cette centrale et sur sa propre responsabilité [9].

LES BEAUX DISCOURS NE COÛTENT RIEN

Ces dernières années, BNP Paribas a intensifié sa communication sur le changement climatique, mais elle n'a pas changé significativement ses pratiques de financement.

En 2011, la banque a adopté une nouvelle « politique » destinée à guider ses investissements dans le secteur du charbon et, en théorie, minimiser l'impact environnemental et climatique de ses financements. Mais l'investissement financier de BNP Paribas dans le secteur du charbon n'a fait que s'accroître depuis son adoption !

Ainsi, malgré sa prétention à contribuer à lutter contre le changement climatique [10], ses investissements annuels dans le charbon ont plus que triplé entre 2005 et 2013 [11]. En 2015, BNP Paribas se vante d'offrir un mix énergétique en avance sur le mix énergétique mondial en termes d'émissions carbone, alors que les énergies fossiles représentent encore 59,5 % de

ce mix (dont 23,5 % de charbon) tandis que les énergies renouvelables en constituent à peine 7,8 % (contre 68 % et 5 % dans le mix global) [12].

Aujourd'hui, face à la multiplication des preuves de ses impacts dévastateurs et sous pression de la société civile, des dizaines d'investisseurs et d'institutions ont opté pour des mesures plus directes et plus efficaces, en se retirant totalement du secteur du charbon.

En France, le Crédit agricole est engagé dans une dynamique de retrait progressif du charbon, après avoir annoncé en mai 2015 qu'il ne financerait plus de projets d'extraction de charbon ni d'entreprises spécialisées dans cette activité. BNP Paribas a annoncé la publication d'une nouvelle stratégie climat en vue de la COP, mais à ce jour elle ne montre aucune volonté pour mettre fin à son soutien massif au charbon.

Les banques comme BNP Paribas joueront un rôle décisif dans la survie ou la chute de l'industrie du charbon - une chute qui ne serait pas seulement une victoire pour le climat, mais qui signifierait aussi des gains énormes en termes de santé et de conditions de vie pour d'innombrables communautés du monde entier.

RÉFÉRENCES

[1] <http://coalbanks.org/>

[2] Banking on coal, rapport de BankTrack, octobre 2014 : http://www.banktrack.org/download/banking_on_coal_2014_pdf/banking_on_coal_2014.pdf

[3] Charbon: le mauvais calcul, rapport Les Amis de la Terre and Oxfam, Mai 2015 :

<http://www.amisdelaterre.org/Charbon-le-mauvais-calcul-des-2063.html>

[4] http://www.banktrack.org/show/dodgydeals/tata_mundra_ultra_mega_power_plant_umpp_#tab_dodgydeals_finance,

[5] Tata dément ces allégations

http://articles.economicstimes.indiatimes.com/2015-02-22/news/59386539_1_compliance-advisor-ombudsman-mundra-project-cao

[6] http://www.banktrack.org/manage/ems_files/download/the_real_cost_of_power/real_cost_of_power.pdf

http://www.banktrack.org/manage/ems_files/download/the_increasing_human_cost_of_coal_power/suplimentary_report_final.pdf

Tata présente ses informations sociales et environnementales sur Tata Mundra sur cette page : <http://www.tatapower.com/cgpl-mundra/home.aspx>

[7] Pour la Société Financière internationale: http://www.cao-ombudsman.org/cases/case_detail.aspx?id=171

Pour la Banque Asiatique de Développement: <http://compliance.adb.org/dir0035p.nsf/alldocs/RDIA-9CQ3SS?OpenDocument>

[8] La Société financière internationale refuse de commenter ce cas http://www.huffingtonpost.com/2015/04/23/world-bank-lawsuit_n_7130130.html

[9] <http://blog.banktrack.org/?p=575>

[10] <http://www.bnpparibas.com/en/responsible-bank/our-corporate-social-responsibility/environmental-responsibility>

[11] http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/150512_bnp_briefing_french_final.pdf

[12] <http://rse2015.bnpparibas.com/en/?profile=particulier#/pageNumber=56>

SHELL : L'HÉRITAGE CONTINU DE LA DESTRUCTION ENVIRONNEMENTALE

Alors qu'approche le 20^{ème} anniversaire de la mort de Ken Saro-Wiwa au Nigeria, la firme pétrolière Shell, dont l'héritage social et environnemental dévastateur perdure et reste impuni, ne montre aucun signe de repentance.



Des sables bitumineux canadiens au gaz de schiste argentin, des forages offshore en Arctique au pétrole du Nigeria, en passant par les couloirs bruxellois où s'activent ses lobbyistes, l'influence destructrice de Shell n'a pas de limites. Entièrement vouée à la poursuite de l'exploitation des énergies fossiles, la firme pétrolière continue à affecter les communautés et à saper tout effort ambitieux de lutte contre le dérèglement climatique. Peu est fait pour punir Shell, et l'entreprise n'affiche aucun remords.

Le 10 novembre prochain marquera le 20^e anniversaire de l'exécution du poète et militant nigérian Ken Saro-Wiwa et de huit autres activistes - des meurtres liés aux opérations et à l'influence politique de Shell au Nigeria. L'exemple tragique de Ken Sa-

ro-Wiwa vient nous rappeler que les impacts des activités de Shell ne se limitent pas aux émissions de gaz à effet de serre et à la destruction environnementale.

VICTIMES DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Les événements qui ont mené à la mort de Ken Saro-Wiwa, et plus largement les activités de Shell, fournissent l'un des exemples les plus éloquents des impacts dévastateurs de l'industrie pétrolière pour les populations et l'environnement au Nigeria. Les multinationales pétrolières et gazières sont présentes dans la région du delta du Niger depuis plusieurs décennies. Bien qu'elle ne représente que 7% de la surface du Nigeria, cette région abrite 30 millions de personnes

- ainsi que des milliers de plateformes de forage et des dizaines de milliers de kilomètres de pipelines, souvent anciens et mal entretenus.

Les fuites de pétrole et de gaz y sont quotidiennes. Les opérations pétrolières contaminent les eaux, les sols et l'air, et détruisent les moyens de subsistance des communautés.

La pollution et les problèmes sanitaires qui en résultent, s'ajoutant aux conflits et à la violence généralisée suscités par la présence de l'industrie pétrolière, ont un coût humain dramatique.

Les communautés du delta du Niger vivent dans la pauvreté et la désolation, tandis que les multinationales occidentales s'accaparent les profits du pétrole avec la complicité des politiciens locaux.

Dans les années 1990, après des décennies de présence de l'industrie pétrolière et d'innombrables fuites et accidents, Ken Saro-Wiwa prit la tête d'un mouvement non-violent pour sauver le peuple Ogoni et sa terre. En tant que leader du Mouvement pour la survie du peuple Ogoni (MOSOP), il fit campagne pour obtenir le départ de Shell et des autres multinationales pétrolières.

En 1993, en réaction à des manifestations locales, Shell fut forcée de cesser toute extraction pétrolière dans l'Ogoniland. En 1995, Ken Saro-Wiwa, qui avait déjà été arrêté plusieurs fois, fut jugé par un tribunal militaire nigérian et pendu aux côtés d'autres militants Ogoni. Les morts des 9 Ogoni sont largement reconnues comme étant une conséquence des manifestations pacifiques du MOSOP contre Royal Dutch Shell. Leurs morts ont suscité une réaction violente contre l'entreprise dans le monde entier [1].

LA POLLUTION PÉTROLIÈRE CONTINUE SANS RÉPIT

Shell a constamment dénié ou minimisé les fuites de pétroles et les impacts négatifs résultant de ses activités au Nigeria. Les seules pollutions qu'elle admet, elle en rejette la responsabilité sur des actes de sabotage ou des vols de pétrole. Et malgré les nombreuses lois adoptées au Nigeria au cours des dernières décennies pour interdire la pratique, Shell continue de recourir au torchage du gaz partout dans le pays. Le torchage du gaz, consistant à brûler le gaz qui s'échappe des puits de pétrole au lieu de le récupérer, est à la fois un gâchis et une source de sévère pollution de l'air, de pollution sonore et de gaz à effet de serre.

Il y a quatre ans, une étude scientifique des impacts de la pollution pétrolière dans l'Ogoniland réalisée sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a mis en lumière une contamination massive des eaux et des sols, entraînant des risques sérieux pour la santé humaine.

Aujourd'hui, presque rien n'a changé sur place : Shell a systématiquement manqué à ses obligations de nettoyer correctement les dégâts qu'elle a causés au Nigeria, tandis que les résidents de l'Ogoniland et de la région du delta du Niger dans son ensemble continuent à subir les effets dévastateurs de ses pollutions [2].

Dans le même temps, des centaines de nouvelles fuites de pétrole continuent à être signalées tous les ans au Nigeria : l'année dernière, Shell elle-même a fait état de 204 incidents entraînant une pollution pétrolière dans le cadre de ses opérations dans le pays [3].

IMPUNITÉ

Suite à l'exécution de Ken Saro-Wiwa, plusieurs procédures judiciaires ont été intentées contre Shell aux États-Unis pour son implication dans des violations des droits humains au Nigeria.

En 2009, l'entreprise conclut un accord à l'amiable avec des militants Ogoni et les proches des activistes exécutés, acceptant de payer plus de 15 millions de dollars (13,4 millions d'euros) de compensation [4]. L'entreprise n'admet pas sa responsabilité mais le jugement a été perçu comme une étape importante pour mettre fin à l'impunité relative aux atteintes aux droits humains. Une autre tentative d'obtenir justice, relative à l'Ogoniland, fut brisée nette par un jugement de la Cour suprême des États-Unis en 2013, suite à un intense lobbying de Shell, des lobbies économiques et même des gouvernements britannique et néerlandais, selon lequel l'affaire n'était pas de la juridiction des tribunaux américains [5]. Une procédure contre Shell est également en cours aux Pays-Bas, et une autre poursuite judiciaire au Royaume-Uni a débouché sur l'octroi d'une compensation de 55 millions de livres (76 millions d'euros) à des paysans et des pêcheurs de la région de Bodo, dans l'Ogoniland, dont les moyens de subsistance avaient été détruits par deux fuites de pétrole. La compensation initialement offerte par Shell était de seulement 4000 livres (5500 eu-

ros) [6].

Globalement, l'entreprise Shell demeure impunie, et impénitente, pour les dégâts sociaux et environnementaux qu'elle a causés.

Le rapport du PNUE concluait que la réhabilitation environnementale de l'Ogoniland nécessiterait un investissement initial d'un milliard de dollars (893 millions d'euros) et prendrait jusqu'à trente ans. Pour le delta du Niger dans son entier, la somme nécessaire pourrait être 100 fois supérieure [7]. En comparaison, les compensations obtenues via les tribunaux ne sont qu'une goutte dans l'océan.

Continuer à exploiter les énergies fossiles, y compris dans de nouvelles régions du monde, ne pourra que mener à un nouveau chaos social et environnemental.

N'est-il pas temps de mettre les multinationales comme Shell face à leurs responsabilités, autant pour les impacts directs de leurs opérations que pour leur rôle dans la crise climatique ?

RÉFÉRENCES

[1] Shell nie son implication dans les exécutions, voir : <http://www.shell.com.ng/environment-society/ogoni.html>

[2] <http://www.foeeurope.org/shell-no-progress-polluted-niger-delta-040814> et <http://www.unep.org/disastersandconflicts/CountryOperations/Nigeria/EnvironmentalAssessmentofOgonilandreport/tabid/54419/Default.aspx>

[3] <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/03/hundreds-of-oil-spills-continue-to-blight-niger-delta/>

[4] <http://www.theguardian.com/world/2009/jun/08/nigeria-usa>

[5] <http://business-humanrights.org/en/shell-lawsuit-re-nigeria-kiobel-wiwa>

[6] <http://business-humanrights.org/en/shell-lawsuit-re-oil-spills-bodo-community-in-nigeria>

[7] <http://www.theguardian.com/environment/2011/aug/04/niger-delta-oil-spill-clean-up-un>

CONTACTS PRESSE

LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Pierre Sagot,

communication@amisdelaterre.org

06 86 41 53 43

Juliette Renaud,

juliette.renaud@amisdelaterre.org

PEUPLES SOLIDAIRES - ACTIONAID FRANCE

Audrey Arjonne,

a.arjonne@peuples-solidaires.org

01 48 58 05 28

LES AMIS DE LA TERRE EUROPE

Colin Roche,

colin.roche@foeeurope.org

+32 (0) 489 598 984

Les Amis de la Terre France
Mundo-M
47 avenue Pasteur 93100 Montreuil
france@amisdelaterre.org
01-48-51-32-22
www.amisdelaterre.org